

Le Copa et la Cogeca attendent une politique européenne stable pour les énergies

© 15/06/2018 | 🧑 Arnaud Carpon • 📰 Terre-net Média

Le Copa et la Cogeca ont appelé l'UE à mener une politique stable à long terme dans le domaine des énergies renouvelables. Notamment, un des points attendus par les syndicats est le maintien de la part de biocarburants d'origine agricole à 7 %, afin de décarboniser le secteur des transports.

Réduction des **émissions de gaz à effet de serre** en Europe, amélioration de la sécurité énergétique, création d'emplois, réduction du déficit en protéines pour l'alimentation animale de l'UE, équilibre des marchés des produits de base agricoles... : à l'occasion d'une conférence de presse le 11 juin dernier, Pekka Pesonen, secrétaire général du Copa-Cogeca a souligné les bénéfices des **biocarburants** dans différents secteurs. « Contribuant à la **stabilisation des prix** et offrant aussi une meilleure sécurité aux agriculteurs et aux consommateurs, les biocarburants doivent selon lui figurer parmi les éléments clés de la future politique post-2020. »

Une production céréalière record enregistrée depuis plus de 3 ans, ainsi qu'une baisse de 40 % des prix, lui ont aussi permis de rejeter l'idée d'une potentielle concurrence entre biocarburants et production alimentaire. « Les biocarburants européens à base de cultures arables contribuent à **stabiliser les marchés agricoles** et fournissent aux agriculteurs une incitation à rester en activité tout en encourageant les investissements dans les exploitations en constituant une source supplémentaire de revenu. Cela bénéficie à la production de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux et de biocarburants », a-t-il souligné.

« La **Commission européenne** elle-même prévoit que l'UE devra continuer à compter largement sur les véhicules dotés d'un moteur à combustion interne. L'UE continuera donc à dépendre des carburants liquides, y compris les biocarburants européens d'origine agricole », a ajouté Pekka Pesonen.

Au moins 14 % de biocarburants

Afin d'optimiser le potentiel des biocarburants, le Copa et la Cogeca souhaiteraient que « l'UE ait une obligation d'incorporation pour les fournisseurs de carburant d'au moins 14 %, et ce sans restriction technologique. Ils estiment aussi que, jusqu'en 2030, l'UE doit maintenir à 7 % la part maximale comptabilisable de biocarburants produits à partir de cultures agricoles dans les transports ».

Des objectifs concrets en termes de sources renouvelables sont aussi essentiels dans la future Directive européenne sur l'énergie renouvelable, actuellement en cours de négociation. Et non « une politique qui utilise des multiplicateurs artificiels pour donner une image trompeuse du véritable impact environnemental des outils, ne bénéficiant qu'aux carburants fossiles ».

Par ailleurs, tant que les questions de durabilité telles que la déforestation et la conversion des tourbières resteront sans réponse, la contribution de l'huile de palme et de ses dérivés aux objectifs climatiques et environnementaux de l'UE ne devra pas être comptabilisée dans les objectifs européens. Il s'agit d'accorder la priorité aux biocarburants d'origine européenne et générant des co-produits riches en protéines végétales et des aliments pour animaux.

« Les **biocarburants européens d'origine agricole** sont essentiels pour atteindre les objectifs ambitieux de l'UE en matière de climat et d'énergie et pour garantir un secteur des transports respectueux de l'environnement ainsi que des zones rurales dynamiques », a-t-il souligné. « Cette question a également été abordée ce jour par les ministres européens de l'énergie lors de leur réunion informelle à Sofia, sur fond de manifestations des agriculteurs français face aux importations croissantes d'huile de palme ».